

18/3/1972

- 1 -

République Fédérale allemande

--

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.--

Escalade dans la guerre des nerfs.

Le chancelier fédéral, M. Willy Brandt est rentré le mercredi 8 mars d'un voyage officiel de trois jours en Iran pour immédiatement se jeter dans une intense activité politique.

Son voyage à Téhéran fut incontestablement un succès du fait qu'il a permis de relancer les rapports entre les deux pays. Le chah d'Iran n'avait pas oublié les violentes manifestations qui s'étaient produites en RFA et particulièrement à Berlin-Ouest lors de sa visite en juin 1967. Au cours de ces manifestations, l'étudiant ouest-allemand Ohnesorg fut abattu par un policier et sa mort a provoqué une série de soulèvements et d'émeutes qui auraient pu mal tourner si les ouvriers avaient fait cause commune avec les étudiants. On n'a pas oublié non plus qu'à l'époque le chah était accompagné de toute une équipe de "barbouzes" personnels qui se sont distingués par leur brutalité.

Ces incidents étaient encore dans les mémoires, de part et d'autre, lorsque le chancelier fédéral social-démocrate s'est rendu à Téhéran pour y traiter avant tout affaires et coopération économique. Le chah n'a pu s'empêcher de demander en public à son interlocuteur qu'il mette fin à la "propagande négative" des quelque 6.000 étudiants iraniens qui poursuivent leurs études en RFA et qui, à ses yeux, ne sont que des "agents de la subversion internationale". La délégation allemande a accueilli avec réserve la proposition iranienne faite par le premier ministre Hoveyda, d'une livraison directe du pétrole iranien à la RFA sans passer par les grandes compagnies. Si la proposition n'a pas été nettement éludée, elle a été reportée et pour diverses raisons. La première : les Allemands ne disposent pas des capitaux nécessaires pour les investissements qu'exigerait une opération de telle envergure. (Sans compter qu'ils ne voient pas non plus de quelle manière ils pourraient couvrir les frais de l'installation d'un nouveau réseau de distribution sur le territoire ouest-allemand). La seconde est d'ordre politique : un accord bilatéral sur le projet "du puits à la pompe à essence", ne manquerait pas de heurter, de front, les grandes firmes pétrolières anglo-saxonnes et françaises actuellement engagées dans des négociations difficiles avec l'Arabie Séoudite. Toutefois les Allemands suivent avec un certain dépit les efforts des Japonais qui ont investi dans cette région un milliard de dollars dans les recherches et dans la pétrochimie alors que les équipes ouest-allemandes n'ont eu aucun succès dans leurs zones de recherches.

Par contre, la RFA participera activement au plan quinquennal qui doit être appliqué à partir de 1973 et à cet effet, le ministre de l'Economie et des Finances, M. Karl Schiller se rendra, cette année encore à Téhéran, accompagné de ses spécialistes.

Le chancelier est revenu satisfait parce que l'Iran ne reconnaîtra pas la République démocratique allemande. Mais ce n'était là qu'une mince consolation face aux problèmes intérieurs qui l'attendaient à son retour à Bonn.

République Fédérale allemande

--:-

Le pays se trouve en pleine guerre des nerfs.

Deux proches échéances excitent les hommes politiques et une partie de l'opinion publique : les élections au Landtag du Bade-Wurtemberg le 23 avril et la ratification des traités avec l'Est fixée au 4 mai.

L'opposition attaque en force encore qu'en ordre dispersé. Le candidat à la succession, M. Rainer Barzel demande des élections anticipées, solution qu'il trouve "la plus sympathique". Le secrétaire général de la CDU, M. Konrad Kraske estime que "la coalition touche à sa fin" et qu'il faut de nouvelles élections. Tel est aussi l'avis de M. Kai Uwe von Hassel, CDU, président du Bundestag. Le leader des chrétiens-sociaux de Bavière, M. Franz Josef Strauss, fait une fois de plus bande à part et se montre moins pressé.

Les journaux de la chaîne Axel Springer, comme die Welt ou Bild-Zeitung ont semé le désarroi en laissant entendre - une fois de plus sans aucune preuve à l'appui - que le chancelier Brandt avait l'intention de poser la question de confiance et de se retirer.

Prenant la parole au cours de la campagne électorale en Bade-Wurtemberg, M. Willy Brandt s'est adressé à un public enthousiaste pour lui dire (en langage d'homme d'Etat) qu'il n'y avait aucun motif politique ou personnel pour qu'il se retire du pouvoir; (en langage de militant) qu'on allait voir ce qu'on allait voir, que ses compagnons et lui n'étaient pas des. (suit une expression des plus vertes digne de Rabelais) et que s'il le fallait on mobiliserait le personnel des entreprises ...

Le ton ira crescendo dans les jours à venir alors que les sondages d'opinion publique donnent actuellement une légère avance à la CDU. Les milieux gouvernementaux de Bonn regardent cependant avec inquiétude vers Stuttgart car, le 23 avril, ce seront réellement des "élections-test", un référendum pour ou contre l'Ostpolitik.

Sur ce point, M. Barzel, leader de l'opposition, ne s'est pas départi de son attitude plus ou moins équivoque. Il ne dit pas catégoriquement NON aux accords avec Moscou et Varsovie. Il préfère cette restriction : Pas dans ces conditions, c'est à dire, si les Russes étaient disposés à certains amendements, la discipline de vote du parti CDU-CSU n'entrerait plus en jeu et chaque député serait libre de voter en son âme et conscience. Mais il est douteux que Moscou et Varsovie fassent un geste dans ce sens et, en privé, les diplomates soviétiques accrédités à Bonn, ne manquent pas d'insister sur le risque d'isolement que court la RFA en cas de non-ratification des accords

Il font également remarquer que si l'accord quadripartite de Berlin a pu être réalisé c'est grâce au préalable des accords avec Moscou et Varsovie. A bon entendeur ...

Or, sur le plan psychologique, un nouveau facteur est entré en jeu: 170 bureaux ont été ouverts à Berlin, autorisés à délivrer des laissez-passer et autorisations de séjour aux Berlinoises de l'Ouest qui depuis la construction du mur en 1961 n'avaient plus eu le droit de se rendre dans le

18/3/1972

- 3 -

République Fédérale allemande

--

secteur est de la ville ou en RDA. Ces bureaux ont été pris d'assaut par la foule, les Berlinoïses par milliers et dizaines de milliers voulant profiter des fêtes de Pâques et de Pentecôte pour, enfin, se rendre "de l'autre côté". L'opposition ne peut pas ne pas tenir compte de ce mouvement populaire car si le mur se refermait c'est elle qui pourrait en être rendue responsable.

Enfin plus que les pressions soviétiques, l'appui discret donné par la France et les Etats-Unis, ainsi que des pays neutres dont la Suède à l'Ostpolitik, incommodent les dirigeants de l'opposition qui préfèrent les passer sous silence. Le gouvernement de son côté n'en fait état qu'avec la plus grande discrétion pour éviter qu'on ne puisse lui reprocher d'avoir cédé à des pressions extérieures. Seuls parlent haut et fort les représentants des organisations de réfugiés : ils posent des conditions, accumulent des revendications, exigent des droits sur un ton qui laisserait croire qu'en 1945 il n'y avait jamais eu de capitulation sans condition.